

Communistes

www.PCF.fr

**Vote des communistes
du 3 au 6 septembre :**

**Décider ensemble, agir
ensemble**

(p. 3)



**Fabien Roussel
face à
David
Lisnard
#LAREF26**

Vidéo

**Une loi intégrale
pour rendre
effective une
protection
intégrale** **(p. 4)**

Rêve

Le MEDEF est content de Le Pen. On a presque l'impression que le débat à sept que l'organisation patronale organisait jeudi dernier avait d'abord été fait pour tester la candidate RN. Et, si l'on en croit *Le Figaro*, elle aurait passé brillamment son examen. « C'était la plus attendue » dit le journal et « elle a donné des garanties de sérieux économiques inédites. » Et le canard énumère avec gourmandise : suppression des impôts de production, règle d'or budgétaire, réduction des dépenses publiques de 125 milliards... « Ce n'est pas rien » clame l'éditorialiste qui ajoute : « On se prend à rêver. » Car quand on rêve dans les beaux quartiers, c'est de coffres-forts bien garnis et des salariés tenus en laisse.☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

Du 3 au 6 septembre : Vote des communistes sur la candidature à la présidentielle de 2027. Se rapprocher de sa section pour connaître les horaires du vote.

6 septembre : Envie de paix et d'humanité, 5^e édition : Jeux pour enfants, Marché poétique pour la paix, Présence de 20 stands d'organisations, Intervention des villes pour la paix, Débat sur l'indépendance de la presse face aux milliardaires, Débat sur les 80 ans des ordonnances de 1946 sur la Sécurité sociale, Banquet populaire 100% bio 100% fait maison, Solidarité internationale en poésie et musique avec le peuple palestinien, Concert rock déjanté avec Bijou Box, DJ accroc la paix avec les JC. Nestier (65)

Du 11 au 13 septembre : Fête de l'Humanité, Le Plessis Pâté (91)

Bon de soutien de la Fête de l'Humanité 2026 à se procurer auprès d'un.e militant.e.



19 septembre, à partir de 11 h : La section d'Avion organise dans le cadre de la journée internationale pour la paix un rassemblement Boulevard de la Paix. Avion (62)

MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

7 septembre : Mobilisations pour une loi inté-

grale contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Paris : place Vendôme à 19 h, en présence de Fabien Roussel ; initiatives devant les tribunaux en régions.

8 septembre : Action CGT devant Bercy pour porter dix mesures d'urgence et exiger un budget social et environnemental.

9 septembre : Rassemblement intersyndical devant le ministère du Travail pour une revalorisation salariale immédiate de 10 %.

15 septembre : Appel national de la CGT Santé et Action sociale à la grève contre l'austérité budgétaire et la marchandisation. Rendez-vous locaux à préciser.

15 septembre : Journée nationale d'actions et de grève dans les industries électriques et gazières : défense du tarif agent, du contrat social des IEG et du service public.

19 septembre : Manifestation nationale contre la loi dite « permis de tuer » et pour la défense des droits et libertés.

19-26 septembre : Le Collectif national des marches pour la paix appelle à multiplier les mobilisations du 19 au 26 septembre, dans le cadre de la journée du 21 : marches, rassemblements, débats et initiatives locales.

26 septembre : Initiatives partout en France pour peser sur les arbitrages budgétaires, dans le cadre d'un large appel inter-organisations.

28 septembre : Journée internationale pour le droit à l'avortement. Les appels nationaux et les rendez-vous locaux 2026 restent à confirmer.

29 septembre : CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent à la grève et aux manifestations pour les salaires, l'emploi et les services publics.

29 septembre : Manifestation nationale à Paris annoncée par l'intersyndicale des SDIS : moyens, effectifs, santé et financement durable. Modalités pratiques à venir.

20 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisation des pensions et contre leur gel.

25 octobre : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

5 novembre : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

Vote des communistes du 3 au 6 septembre :

Décider ensemble, agir ensemble

Déclaration du Comité exécutif national du PCF

Du 3 au 6 septembre, les adhérentes et adhérents du Parti communiste français sont appelés à choisir la candidature que portera le PCF à l'élection présidentielle de 2027.

Ce vote constitue l'aboutissement d'un processus démocratique engagé depuis plusieurs mois. À l'issue du 40^e Congrès, la Conférence nationale du 5 juillet a adopté le bulletin de vote et proposé, à une large majorité, la candidature de Fabien Roussel. Il appartient désormais à l'ensemble des communistes de se prononcer souverainement.

Le Comité exécutif national appelle chacune et chacun à participer à ce scrutin. Par leur vote, les communistes décideront de notre candidature et de la force collective qu'ils entendent lui donner. Une participation massive constituera le premier acte de notre entrée en campagne et témoignera de la détermination de milliers de femmes et d'hommes à agir pour changer le pays.

Alors que l'été, marqué par la canicule et la hausse du chômage, a été le révélateur de l'impasse des politiques de soutien au capital, nous voulons avec cette candidature engager une grande bataille politique, présidentielle et législative, permettre l'intervention du monde du travail et gagner avec lui des conquêtes de pouvoirs dans les entreprises, les



institutions et lieux de vie pour un changement profond de politique.

Face aux politiques qui abîment la vie, le travail et la planète, face à la progression de la droite et de l'extrême droite, notre ambition est claire : agir avec les travailleuses et les travailleurs pour rendre la gauche majoritaire et battre les forces réactionnaires.

Nous voulons porter un projet singulier pour la France, plaçant au cœur des choix politiques le travail et sa rémunération, une nouvelle industrialisa-

tion répondant aux besoins humains et au défi climatique ; une République sociale, démocratique, laïque, universaliste, féministe et écologique ; et une politique de paix, refusant l'engrenage des guerres comme l'enfermement de notre pays dans une économie de guerre.

Le vote des 3, 4, 5 et 6 septembre est donc un moment important pour l'avenir du PCF, de la gauche et du pays. Le Comité exécutif national invite toutes les communistes et tous les communistes à se rapprocher dès maintenant de leur section ou de leur fédération afin d'y prendre part.

Faisons de ce scrutin un grand moment de démocratie communiste et le point de départ d'une campagne populaire, collective et conquérante. Amplifions dans les prochains jours la diffusion du bon de soutien à la Fête de l'Humanité où nous nous retrouverons pour trois journées de concerts et de débats, marquées par le meeting de Fabien Roussel samedi à 17 h 40 sur la grande scène de la Fête de l'Humanité.✱

Parti communiste français
Paris, le 1^{er} septembre 2026

Une loi intégrale pour rendre effective une protection intégrale

Les violences faites aux femmes et aux enfants ne sont ni des faits divers, ni une succession de drames individuels. Elles révèlent un système qui, trop souvent encore, échoue à prévenir, entendre, enquêter, juger, protéger et réparer.

C'est tout le sens de la proposition de loi-cadre intégrale contre les violences sexuelles et sexistes faites aux femmes et aux enfants, portée depuis plusieurs mois par une large coalition féministe et enfantiste, pleinement soutenue par le Parti communiste.

Le mot « intégrale » dit beaucoup de l'ambition politique. Parce que les violences ne se découpent pas selon nos organisations administratives, la réponse ne sera plus morcelée entre justice, santé, police, Éducation nationale, protection de l'enfance, hébergement ou accompagnement social.

Prévenir, repérer, recueillir la parole, enquêter, protéger et réparer doivent relever d'une même politique publique.

L'affaire Lyhanna a brutalement rappelé l'urgence. La revue nationale engagée après son meurtre a recensé plus de 85 000 plaintes concernant des violences sexuelles faites aux mineurs encore en cours de traitement. Derrière ces procédures, des enfants attendent des mois, parfois des années, que l'enquête avance.

La protection des enfants ne relève pas d'une pro-



messe : c'est une obligation de l'État.

Cette loi constitue une avancée majeure. Elle porte notamment l'exigence d'actes d'enquête minimaux avant tout classement sans suite, le renforcement de la prévention et de la formation, l'amélioration

de l'accueil des victimes et une meilleure articulation des institutions. Cependant, une loi sans moyens est inachevée. Sans magistrats, enquêteur·rice·s, travailleurs sociaux, personnels de santé scolaire et professionnel·les en nombre suffisant, pas de protection effective.

Les droits n'existent réellement que lorsque les services publics sont en capacité de les garantir.

C'est ce que les commissions nationales Féminisme et droits des femmes et Protection de l'enfance ont porté ensemble lors d'un atelier dédié à la loi intégrale lors des universités d'été, à Toulouse. Les mobilisations de juin, prolongées par la grande marche du 4 juillet, ont déjà fait bouger les lignes : sous la pression citoyenne, l'examen de la loi intégrale a été accéléré et inscrit à l'agenda parlementaire pour la rentrée.

Le 7 septembre sera une nouvelle étape de ce rapport de force.

Les communistes seront pleinement mobilisés, pour que le calendrier soit tenu, que le texte ne soit pas dénaturé par l'arbitrage budgétaire et que les moyens indispensables à son application soient au rendez-vous.

Une loi intégrale pour une protection intégrale.✱

Véronique Sanchez

Une candidature de gauche, au service de l'Aube et de ses communes

Les dernières élections municipales à Troyes ont montré un nouvel élan à gauche et une volonté de changement exprimée par une partie importante de la population. Nous voulons aujourd'hui prolonger cette dynamique en présentant une candidature aux élections sénatoriales dans l'Aube.

Je suis Charline Briot, élue municipale à Troyes, enseignante et syndicaliste. À mes côtés, Benoît Thurat, directeur des Francas de l'Aube et élu municipal à Saint-André-les-Vergers, sera mon suppléant. Ensemble, nous portons une candidature de la gauche républicaine, sociale, solidaire et écologique.

Notre candidature veut offrir aux grands électeurs de l'Aube un choix clair : celui d'envoyer au Sénat une voix de gauche qui défende les communes, les services publics et les intérêts de leurs habitants. Une voix ancrée dans notre département, qui connaisse les réalités auxquelles sont confrontés quotidiennement les élus locaux.

Car le Sénat est d'abord la chambre des collectivités territoriales. Dans l'Aube, les difficultés sont nombreuses : budgets communaux toujours plus contraints, désertification médicale, fermetures de classes, recul des services publics, difficultés de mobilité, pouvoir d'achat ou encore conséquences du changement climatique. Des communes rurales à l'agglomération troyenne, nous voulons être les

porte-parole de celles et ceux qui font vivre nos territoires.

Au Sénat, le groupe Communiste, Républicain, Citoyen, Écologiste-Kanaky (CRCE-K) a joué un rôle déterminant dans la revalorisation des retraites agricoles, avec le relèvement du minimum de pension des chefs d'exploitation à 85 % du Smic, puis l'amélioration des pensions des conjoints collaborateurs et aides familiaux. Dans un département rural comme l'Aube, où tant de familles vivent ou ont vécu de l'agriculture, cette avancée a évidemment une résonance particulière.

Le groupe a également porté au Sénat l'amélioration de la prise en charge des soins liés au cancer du sein, adoptée à l'unanimité. Il défend par ailleurs le blocage des prix de l'énergie, une fiscalité faisant davantage contribuer les plus hauts revenus et les grandes entreprises, ainsi que la défense du ferroviaire et des petites lignes.

Ces combats nationaux trouvent une traduction très concrète dans notre département. Défendre les services publics, c'est défendre nos écoles, nos hôpitaux, nos bureaux de poste et l'accès aux soins dans les territoires ruraux. Défendre le ferroviaire, c'est se battre pour la ligne Paris-Troyes et pour des transports accessibles à toutes et tous. Défendre l'agriculture, c'est permettre aux agriculteurs aubois de vivre dignement de leur travail. Réussir la transition écologique, c'est donner aux communes



les moyens financiers de l'engager plutôt que de leur imposer toujours davantage de responsabilités sans les ressources nécessaires.

Notre expérience d'élus locaux, mais aussi nos engagements professionnels, syndicaux et associatifs nourrissent cette candidature. L'éducation, l'enfance, la jeunesse et l'éducation populaire y occuperont naturellement une place importante. Nous voulons porter au Sénat une gauche qui agit et qui rassemble, une gauche républicaine, sociale, solidaire et écologique, présente sur le terrain et utile à nos communes : c'est le sens de notre candidature.✳

Charline Briot



Stand national des communistes
Place du colonel Fabien

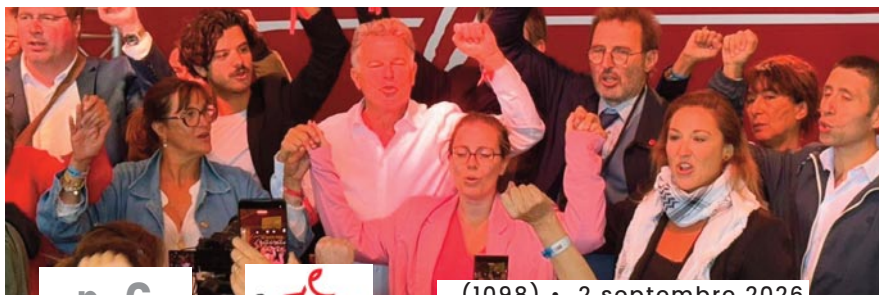
PROGRAMME

Vendredi 11 septembre : Vivre en paix

16h30 : Inauguration du stand et temps de solidarité internationale avec le peuple palestinien, en présence de **Stéphane Bonnéry** et **Vincent Boulet** (PCF) et des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

18h00 : Soirée de solidarité internationale avec le peuple cubain avec **André Chassaigne**, député honoraire, **Charlotte Balavoine** (PCF), **Marydé Fernández López**, députée et **Katia Aruca Chaple** pour le département des relations internationales, membres du Comité central du PCC et un.e représentant.e de l'Ambassade de Cuba.

20h00 : Moment convivial d'accueil des militantes et militants venus de toute la France et grand karaoké avec **DJ Naemars**.



Samedi 12 septembre : Vivre mieux, vivre bien

11h30 : Débat « Santé : De la lutte contre le cancer du sein à l'accès aux soins pour toutes et tous » avec **Barbara Filhol**, secrétaire générale de la CGT Santé, **Anthony Gonçalves**, oncologue, **Pr. Fabrice André**, directeur de la recherche à Gustave-Roussy, et **Yannick Monnet**, député PCF de l'Allier.

14h30 : Débat « Industrie : Prenons le pouvoir sur la production du pays ! » avec **Éric Sellini**, coordinateur CGT du groupe TotalEnergies, **Fabrice Coudour**, secrétaire général de la FNME - CGT, **David Blaise**, secrétaire général de la FTM - CGT et **Édouard Bénard**, député PCF de Seine Maritime.

16h00 : Débat « Égalité : Pour une loi intégrale féministe et enfantiste » avec **Édouard Durand**, magistrat, ancien co-président de la CIIVISE, **Anne-Cécile Mailfert**, présidente de la Fondation des Femmes, et **Véronique Sanchez - Voir** (PCF).

17h40 : Tout le public de la fête est invité au **meeting de Fabien Roussel** qui s'exprimera depuis la grande scène Angela Davis.

Dimanche 13 septembre : Vivre demain

11h00 : Débat « Faire gagner le sport populaire » avec **Lilian Thuram**, **Bastien Bonnargent** (MJCF) **Marie-George Buffet**, ancienne ministre des sports.

12h30 : Accueil des nouvelles adhérentes et des nouveaux adhérents du PCF et échange sur l'engagement politique, avec pour le comité exécutif national du PCF, **Igor Zamichiei**, **Sophie Delfino** et **Fanny Chartier**.

14h00 : Débat « IA : progrès ou domination ? » avec **Agathe Le Berder** pour la CGT Ugict, **Laurent Simon**, chercheur, responsable de la chaire IA Digne de Confiance, **Sébastien Elka** (PCF) et **Alexandre Basquin** sénateur du Nord.



La Fête de l'Humanité vue d'Ardèche

Samedi matin, 8 heures, à l'ombre du château d'Aubenas. La table est installée, les exemplaires de *l'Humanité Dimanche* soigneusement alignés. Un café à la main, les deux camarades du point fixe hebdomadaire échangent avec quelques habitués et commentent les dernières nouvelles locales. Dans deux heures, les rues et le marché seront envahis par les touristes. Mais la vente, elle, a déjà commencé.

Militer l'été en Ardèche, c'est cela : aller à la rencontre d'un nouveau public sur les marchés, maintenir les points de diffusion de *l'Humanité* et profiter de cette période particulière où chacun semble avoir davantage de temps pour s'arrêter, discuter, écouter. Parmi les vacanciers, on croise parfois des camarades venus d'autres départements, mais surtout des personnes qui, loin du rythme du travail, prennent le temps d'échanger sur la politique, la situation du pays et les choix qui s'offrent à nous. Tout au long de l'été, les communistes ardéchois maintiennent ainsi trois points fixes dans le sud du département. Chaque samedi matin, les camarades se relaient pour que la diffusion de *l'Humanité* ne s'interrompe pas. Entre le journal de la semaine, le tract du moment et les discussions qui s'engagent au fil des rencontres, la vignette de la Fête de l'Humanité trouve naturellement sa place et les militants la dégagent régulièrement.

Car avant de vendre une vignette, nous voulons donner envie de venir à une fête qui constitue, par son histoire comme par son contenu, un rendez-



vous politique, populaire et culturel unique. Derrière, on propose le bus, on indique où trouver la fédération là où l'on vit et on donne quelques billes. Dans un département où Pierre-Édouard Stérin a réussi à faire élire l'un de ses proches à l'Assemblée nationale, la bataille culturelle prend une résonance particulière. Face aux tentatives d'imposer partout les idées de l'extrême droite et de ses relais,

nous faisons le choix de la rencontre, de la discussion et de la curiosité.

Alors, plutôt que de se contenter de dénoncer les « banquets du Canon français » qui se multiplient dans la région, les camarades proposent une alternative concrète : la Fête de l'Humanité. Pour la moitié du prix, dix fois plus de débats, de concerts, de rencontres et de culture..., de fête tout simplement. Nous mettons en avant l'authentique, le vrai goût du collectif et de la fraternité. C'est toujours l'occasion de leur dire qu'ils se font rouler par Stérin et l'extrême droite de manière très concrète... et que le repas n'est pas si bon et garni qu'annoncé !

Sur les marchés, l'enjeu est donc autant de vendre des vignettes que de faire connaître la Fête, d'en expliquer le sens et d'ouvrir une porte vers le mouvement communiste d'où que viennent les passants. La vignette devient un prétexte à la discussion, un outil pour politiser l'été et mener la bataille culturelle autrement : partir du quotidien, susciter l'intérêt, donner envie de découvrir.

À Aubenas comme aux Vans, sous le soleil ardéchois, les camarades tiennent la table. Et derrière chaque vignette vendue, c'est déjà un peu de la Fête de l'Humanité qui commence. 🇫🇷

Mathieu Soares

secrétaire départemental



**L'AMICALE DE CHATEAUBRIANT-VOVES-ROUILLÉ-AINCOURT
et ses COMITÉS**

seraient honorés de votre présence à la

85^e CEREMONIE EN HOMMAGE AUX FUSILLÉS DU 22 OCTOBRE 1941

Évocation artistique par le *Théâtre des oiseaux*,
textes et mise en scène de Bernard Fargier Martin.

Le dimanche 18 octobre 2026 à 14 heures
Carrière des Fusillés à Châteaubriant.

Sous la présidence de Carine Picard-Nilès, présidente de l'Amicale,
et de Alain Hunault, maire de Châteaubriant, président de la communauté
de communes de Châteaubriant-Derval.
En présence de Sophie Binet, secrétaire générale de la C.G.T.,
et Fabien Roussel, Secrétaire national du P.C.F.

Les élu-e-s sont invité-e-s à porter leur écharpe.

**Le musée est ouvert le samedi 17
et le dimanche 18 octobre 2026.**

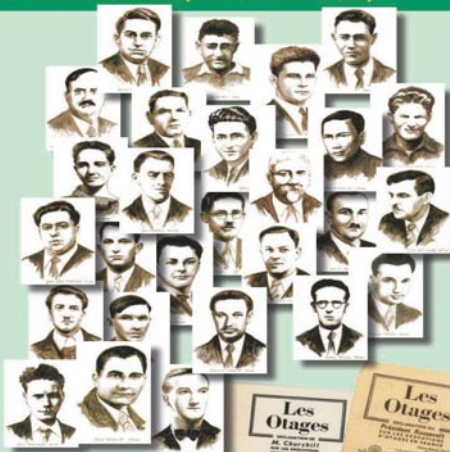


TOUT JUSTE SORTIS DE L'ENFANCE ! Hitler en réclamait 50, il en a eu 48 !

Son commandement militaire les obtint avec l'aide du gouvernement de Vichy et du ministre
de l'Intérieur Pierre Laval. Ce furent 27 otages prélevés dans le camp de Chânel, 16 furent
extraits de la prison des Rochettes, à Nantes, et enfin 5 du fort de Romainville, en région
parisienne.

**PARMI TOUTS CES OTAGES, 13 ÉTAIENT SOIT MINEURS,
SOIT TOUT JUSTE MAJEURS (21 ANS À L'ÉPOQUE) :**

AUFFRET Jules
BARTHÉLÉMY Henri
BARTOLI Titus
BASTARD Maximilien
BOURHIS Marc
DAVID Émile
DELAVALQUERIE Charles
GARDETTE Maurice
GRANDEL Jean
GRANET Désiré
GUYEUIN Pierre
HUYNH KUONG An
KÉRIVEL Eugène
LAFORGE Raymond
LALET Claude
LE PANSE Julien
LEFEBVRE Edmond
MICHELIS Charles
MÔQUET Guy
PESQUÉ Antoine
POULMARC'H Jean
POURCHASSE Henri
RENELLE Victor
TELLIER Raymond
TÉNINE Maurice
TIMBAUD Jean-Pierre
VERCRUYSE Jules



© Portraits Chantal Trabert & Comité Départemental
de Souvenir des Fusillés de Châteaubriant et Nantes
et de la Résistance en Loire-Inférieure

En assassinant ces enfants de France, l'Occupant et son vassal
vichyssois commirent une erreur politique et stratégique qui allait
avoir de grandes répercussions. Dans les prisons, on se mit à chanter
les louanges de ces jeunes patriotes. Des groupes de résistants prirent
le nom de Guy Môquet.
Le général de Gaulle, le Président Roosevelt et le premier
ministre Churchill condamnèrent énergiquement ces assassinats
en promettant aux coupables le futur jugement de la Justice
internationale.



Tracts parachutés. Hommage aux Résistants
et à leurs familles, avant démolition
qui s'ensuivit pour leur combat !
« And si tu tombes, un mal sort de l'ombre... »
(© MDS collection historique, 1987 & Patrice Morel)

Vétérans : un rendez-vous de fête et de mobilisation

Notre repas de la Fête de l'Huma, qui est reçu
cette année par nos camarades de l'Allier,
va avoir cette année une dimension poli-
tique particulière. Quelques semaines après notre
Congrès, quelques jours après le vote des commu-
nistes auquel les vétérans auront à cœur de parti-
ciper massivement pour donner de la force à notre
entrée en campagne, notre rendez-vous est à la fois
un moment fraternel et gastronomique, et un
moment politique, de mobilisation.

Comme vétérantes et vétérans, nous avons été par-
tie prenante des débats du Congrès et d'une déci-
sion largement majoritaire, qu'il s'agit maintenant,
tous ensemble, de faire vivre.

Notre campagne doit nous permettre de promou-
voir les idées communistes, leur cohérence, leur
réalisme inséparable de leur dimension révolution-
naire qui fait notre originalité ; de redonner de l'es-
poir et mobiliser un électorat populaire que la
gauche au pouvoir à tant déçu. Notre campagne a
l'ambition de contribuer à percer le plafond de verre
qui empêche la gauche d'être majoritaire.

Rendez-vous donc aux camarades qui seront sur la
Fête samedi 12 septembre, à midi, au stand de l'Al-
lier, l'Auberge Bourbonnaise. Et n'hésitez pas à inviter
les camarades qui n'auraient pas reçu l'informa-
tion.

Nicolas Marchand

président de l'Amicale des vétérans

Pour participer il faut s'inscrire en remplissant le formulaire qui
s'ouvre avec ce lien : <https://kutt.to/repas> (chaque inscription
est individuelle ; pour inscrire plusieurs personnes, il faut donc
faire plusieurs inscriptions)



Fête de la section PCF du Bassin d'Arcachon- Val de l'Eyre

Les intervenants : Amar Bellal, pour le Plan climat ;
Bruno Lafon, maire de Biganos, président de la
DFCI ; Fred Mellier, secrétaire fédéral, conseiller
régional ; Franck Marsal.

Les élu-e-s présent-e-s : Rachel Dijoux, adjointe au
maire de Salles et 2e sur la liste des sénatoriales ;
Stéphane Denoyelle, maire de Saint-Pierre d'Auril-
lac, 3e sur la liste des sénatoriales ; Sabine Par-
gade, élue à Vertheuil (Médoc) ; Marylène Faure
qui a été notre candidate sur la 8e circonscription
aux deux dernières législatives.

Il y avait aussi : Stéphane Le Bot : vice-président
chargé de l'Agriculture, alimentation, mers et
forêts [1] et élu à Cussac-Fort Médoc ; Isabelle Jaïs,
adjointe au Teich (petite enfance, culture), appa-
rentée communiste.

La mairie de Salles était représentée par le maire,
Bruno Bureau, réélu maire de Salles
Le nombre de participants : + de 120

L'économie, c'est politique !

Le débat budgétaire pour 2026 s'était terminé sur des compromis politiques qui ne satisfaisaient personne : ni nos concitoyennes et concitoyens, qui voient s'aggraver la baisse du pouvoir d'achat et l'affolante dégradation de nos services publics. Mais pas non plus le patronat et les forces du capital, saisis d'angoisse en constatant, malgré les assauts d'Emmanuel Macron et de ses prédécesseurs, que les profits arrivent de moins en moins à suivre l'accroissement démesuré d'une masse de capital matériel et financier. Pour la rentabiliser, ils s'acharnent donc à prendre sur tout le reste : salaires, dépenses de formation, cotisations sociales, financement des services publics. Jusqu'à envisager de confier ce sale boulot à l'extrême droite. Comme le montre Jean-Marc Durand dans le numéro d'*Économie&Politique* qui paraît cette semaine, le débat budgétaire 2027 commence sous des auspices encore plus inquiétants. Tous les indicateurs de l'économie française sont au rouge : une production de richesses en baisse depuis le début de l'année, un pouvoir d'achat des ménages qui recule, un taux de chômage qui continue de monter. Ramener le déficit public à moins de 5 % en 2026 et 2027 paraît hors de portée. Pire, l'inflation accélère et pousse les taux d'intérêt à la hausse : les charges d'intérêt payées par l'État pourraient atteindre 125 milliards en 2030.

Plutôt que de chercher des excuses dans la hausse du prix du pétrole ou dans la canicule, il faudrait s'attaquer aux causes structurelles de l'affaiblissement économique du pays. Embaucher massivement dans l'enseignement public, la santé, la justice, la protection de l'environnement, dans tous les services publics. Former

et recruter les millions d'ouvriers, de techniciens, d'employés, d'ingénieurs, de cadres dont nos entreprises manquent cruellement. C'est-à-dire, inévitablement, s'attaquer au pouvoir du capital dans les entreprises : c'est un choix politique.

Pour justifier la poursuite de l'austérité, patronat et gouvernement agitent l'épouvantail de la « dette ». Prétendre faire mieux que la droite dans le rétablissement de l'équilibre budgétaire, comme le font beaucoup de programmes de gauche, en annonçant un feu d'artifice de mesures fiscales, c'est prendre le problème à l'envers. Bien sûr, il faut « taxer les riches ». Mais lorsque la gauche s'enferme dans le débat fiscal, elle perd à tous les coups – toute l'histoire des cinquante dernières années est là pour nous le rappeler. Et surtout, les dépenses à engager d'urgence par les administrations publiques et par les entreprises dépassent largement la taille du « gâteau » à partager et la capacité d'épargne des Français : réparer les services publics, décarboner l'industrie, isoler les bâtiments, repenser radicalement l'urbanisme, l'aménagement du territoire, les transports, pour préserver le climat et la biodiversité..., ce sont des centaines de milliards, chaque année.

Alors, continuer d'emprunter aux marchés financiers en



espérant qu'ils laisseront l'argent aller aux services publics et non aux profits ? Poser la question, c'est y répondre.

Il n'y a qu'une issue à l'impasse budgétaire : la lutte et les mobilisations populaires. Pour exiger que l'argent aille à des projets concrets, immédiats, de créations d'emplois, d'augmentation des salaires, de développement des services publics, et pour contrôler l'usage de cet argent. Et pour aller le chercher là où, chaque jour, les banques et les banques centrales ne cessent de le mettre en circulation. En menant la bataille, par exemple, pour que les institutions financières publiques comme la Caisse des dépôts financent un

fonds de développement des services publics doté de plusieurs centaines de milliards d'euros, et pour qu'elles se refinancent, comme les traités européens les y autorisent, auprès de la Banque centrale européenne. Ce sont les richesses ainsi créées qui permettront à la fois d'augmenter les salaires, de faire rentrer l'argent dans les caisses de l'État et de la Sécurité sociale, et de consolider notre appareil productif face aux turbulences de la mondialisation capitaliste en crise.

C'est une bataille politique. Elle peut rassembler des forces considérables en France et en Europe.✚

Denis Durand

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

31 août/6 septembre 1936 (29) **La pasionaria**

« **L**a lutte héroïque du peuple espagnol » fait toujours la Une. Le 3 septembre se tient au Vélodrome d'hiver un meeting de solidarité avec l'Espagne, en présence notamment de la Pasionaria, « députée des Asturies », Dolores Ibárruri. « Nous venons vers vous, peuple de Paris, conquérants de la Bastille, combattants de la Commune (...). Aidez-nous ! Vous seuls pouvez nous sauver ! (...) Le peuple espagnol vaincra parce qu'il va à la bataille avec son idéal, mais le peuple espagnol qui comprend la sympathie et la solidarité du peuple français a été peiné de voir que le gouvernement de la République française, du pays de la liberté, de la Révolution ne venait pas en aide au gouvernement régulièrement constitué du peuple espagnol. (...) Prenez garde ! Aujourd'hui, c'est nous ! Demain ce sera votre tour ! » déclare-t-elle. Le correspondant du quotidien communiste rend compte de l'ambiance survoltée du Vélodrome : « La foule entière frémit et quand la Pasionaria dans sa péroraison où elle met tout son cœur, tout son amour du peuple, termine, alors la foule immense, comme parcourue par un courant électrique, se dresse d'un seul élan et traduit par ces seuls mots : « Des canons, des avions pour l'Espagne » la volonté de tout un peuple. »

Cet appel à la solidarité avec l'Espagne mobilise les salariés : grève chez Hotchkiss, assemblée chez



Gnome et Rhône, à la Compagnie générale des téléphones, grève d'une heure dans la métallurgie parisienne, débrayage des ouvriers de Renault...

Le 4 septembre, Largo Caballero forme un nouveau gouvernement composé de républicains, de socialistes et de communistes.

Dans *l'Humanité* du 31 août, Ben Ali Boukhort, militant algérien, signe un long papier intitulé « Il faut se pencher sur l'Algérie ». Il rappelle que le coup d'État fasciste de Franco est parti du Maroc en se servant « des lutteurs rifains ». Il estime qu'en Algérie, les factieux complotent et rêvent à leur tour d'étrangler la République française ; il espère que le Front populaire va

prendre au sérieux ces menaces de l'extrême droite coloniale et saura également répondre aux « revendications légitimes de nos populations musulmanes. » Maurice Thorez informe que Hitler a gagné son procès interdisant l'édition en France de son livre *Mein Kampf* ; c'est dans ce manifeste que le tyran explique comment il compte isoler et encercler la France (4/9).

Une pleine page de *l'Humanité* du 3 septembre en soutien aux procès de Moscou sous le titre « Ennemis de l'URSS ! Complices d'Hitler ! » et « Pas de grâce ! » ❖

Gérard Streiff

Présidentielle 2027 : le MJCF s'engage pour une candidature communiste

Réuni en Conseil national élargi les 29 et 30 août, le Mouvement jeunes communistes de France a décidé de s'engager pleinement pour la candidature communiste portée par Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2027.

Cette élection intervient dans un pays profondément fragilisé : la précarité progresse, l'accès à l'emploi et à l'autonomie devient plus difficile et les services publics s'affaiblissent. Face au dérèglement climatique, à la montée des tensions impérialistes et au déclin de la jeunesse, en quête de sens, doute de sa capacité à construire un avenir meilleur.

Cette situation n'est pas une fatalité. Elle résulte de décennies de politiques au service du capital, qui ont sacrifié notre industrie, nos formations et nos droits. La présidentielle doit permettre à la jeunesse de reprendre la main, de s'organiser et de conquérir les moyens de transformer le pays.

Planifier pour permettre à la jeunesse de transformer le pays

La jeunesse aspire à participer aux transformations sociales et écologiques et à construire son avenir par son travail. Elle se heurte pourtant au chômage, à la précarité et à un système de formation et de production qui ne répond ni à ses aspirations ni aux besoins du pays.

La France doit retrouver la maîtrise de sa production, développer son industrie, créer massivement des emplois utiles, qualifiés et correctement rémunérés, ainsi que les formations nécessaires dans les secteurs stratégiques. Au service des besoins de la population



et de la transition écologique, cette réindustrialisation doit s'appuyer sur la planification démocratique, de nouveaux droits pour les travailleuses et les travailleurs et la nationalisation des secteurs essentiels. Celles et ceux qui produisent les richesses doivent décider de leur utilisation. La jeunesse pourra ainsi se former, travailler et construire pleinement la société de demain.



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Conquérir notre droit à la dignité

Entrer dans la vie adulte ne doit plus signifier subir la précarité. Chaque jeune doit pouvoir choisir sa formation, accéder à un emploi stable, à un salaire garantissant son autonomie et à des services publics de qualité.

Face aux inégalités de classe, au sexisme, au racisme et aux discours qui cherchent à nous diviser, nous portons l'ambition d'une jeunesse unie autour de l'universalité des droits et d'une vie digne et émancipée. Dans les lycées, les universités, les centres de formation, les CFA et les entreprises, nous poursuivrons nos actions de solidarité et nos campagnes : recueil de témoignages sur Parcoursup, l'orientation et l'apprentissage, forums de l'orientation et lutte pour un véritable statut protecteur de l'apprenti.

Conquérir cette dignité exige de combattre toutes les

dominations. Notre campagne sera résolument féministe contre les violences sexistes et sexuelles, la précarisation des métiers féminisés et l'orientation genrée. Nous combattons avec la même détermination le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'homophobie et toutes les stratégies visant à diviser la jeunesse.

Faire reculer l'extrême droite ne passe ni par les postures morales ni par les appels abstraits au barrage, mais par la reconstruction d'une conscience et d'une solidarité de classe, autour de droits communs et d'une perspective politique capable de répondre au déclassement.

Construire une génération internationaliste

Alors que la jeunesse subit l'austérité, la dégradation des services publics, la France consacre toujours davantage de ressources à la militarisation et à la guerre. Nous ferons de la paix, de la souveraineté et de la lutte contre l'impérialisme des enjeux concrets pour toute une génération.

Dans la campagne, nous porterons une politique de paix, de coopération entre les peuples. Nous défendrons la sortie de la France de l'OTAN et la rupture avec les logiques impérialistes comme avec les politiques d'austérité, de concurrence et de remise en cause des souverainetés populaires imposées par l'Union européenne. La France doit cesser de participer aux guerres de projection, aux ingérences et à la domination de peuples étrangers au service des intérêts de quelques grands groupes. La souveraineté ne doit pas être abandonnée aux nationalistes : elle doit permettre au peuple de décider démocratiquement de son avenir et de l'utilisation des richesses qu'il produit.

Faire entrer la jeunesse en campagne

Cette élection doit devenir un moment de politisation, de mobilisation et d'organisation de la jeunesse. Nous mènerons cette bataille avec les gestes qui font vivre le MJCF toute l'année.

Nous appellerons les jeunes à voter pour la candidature qui portera le projet du PCF et à rejoindre le MJCF



pour agir dès maintenant. Notre ambition dépasse le seul résultat électoral : nous voulons faire progresser la conscience de classe, renforcer durablement l'organisation de la jeunesse et construire le rapport de force nécessaire à de nouvelles conquêtes sociales. En 2027, la jeunesse ne doit pas être condamnée à choisir entre la poursuite des politiques libérales, l'impasse de la social-démocratie et le projet funèbre de l'extrême droite. Avec une candidature communiste, elle peut faire entendre ses besoins, ses colères et son aspiration à changer de société.

Nous appelons chaque jeune à prendre sa place dans cette campagne et à construire avec nous un avenir de dignité, de paix et d'émancipation.★

Tom Landry

Rédacteur en chef de L'Avant-Garde
Journal du MJCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichieï (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Massacre de Kenscoff : le calvaire du peuple haïtien doit cesser !



Le Parti communiste français exprime son horreur face au massacre commis dans la commune de Kenscoff (Haïti) dans la nuit du 23 au 24 août. Au moins 47 personnes ont été assassinées et des dizaines d'autres blessées et prises en otage

lors de l'attaque barbare menée par un gang armé. Ce massacre met en cause la gestion de la crise sécuritaire par le gouvernement d'Alix Didier Fils-Aimé, ainsi que l'action des forces étrangères présentes en Haïti, dont les dispositifs n'ont pas permis

d'empêcher la poursuite des tueries ni d'assurer une protection suffisante des populations. Les catégories les plus vulnérables – paysans, ouvriers, commerçants, femmes, enfants, jeunes sans avenir et personnes déplacées – continuent d'en payer le prix fort.

Ces populations ont un besoin urgent d'aide immédiate, et leur situation impose de réorienter les priorités sécuritaires vers la protection des civils, ainsi que d'ouvrir un débat national sur les politiques actuelles. Or, le contexte actuel ne réunit pas les garanties nécessaires à la tenue d'élections libres, transparentes et sécurisées. En effet, un scrutin organisé dans les conditions actuelles laisse craindre des violences électorales comparables à celles de 1987.

Le PCF apporte toute sa solidarité aux familles des victimes et à l'ensemble du peuple haïtien, qui doit pouvoir retrouver un pays juste, sûr et souverain.

Une marche blanche en souvenir des victimes du massacre se tiendra le samedi 5 septembre à 14 h, au départ de la place de la République, à Paris. 🇫🇷

Parti communiste français

29 août 2026